

sous le nom de Pre-War Trade Practices en vue de placer le petit détaillant et le petit grossiste dans la même situation qu'auparavant et de leur fournir l'occasion de gagner leur vie. Cette mesure a d'abord été présentée à la Chambre des communes anglaise et elle est maintenant loi.

Je suis conservateur, je l'ai toujours été, mais je vous dirai, monsieur le président, que le système financier de ce pays n'a jamais été mis à l'épreuve comme il l'est en ce moment. Je crois en une monnaie saine, mais il n'est plus question de monnaie saine quand Hitler est à nos portes. Le droit fait la force, dit le vieux proverbe, mais la force plus le droit constitue le droit. Le présent budget lui-même peut contribuer dans une bonne mesure à combattre toute tentative de prévenir l'inflation. L'inflation est dangereuse, mais par des méthodes fausses nous allons lui faire manquer son but.

On a mentionné la monnaie nationale. A mon avis, la banque du Canada ne remplit pas son devoir dans la présente guerre. Elle devrait s'occuper d'une forte partie de ces mesures de contrôle sans qu'il en coûte un sou au contribuable, au lieu de laisser la commission des prix et d'autres ouvrir des bureaux partout au Canada, avec un chevauchement inutile des services par l'entremise d'hommes de paille; un bon nombre d'entre eux ne sont rien autre chose. Je vois un peu de leur œuvre dans ma circonscription, où vous ne pouvez faire remplir une seconde fois une prescription dans une pharmacie. J'ai souffert d'un mal de gorge depuis trois semaines, et je n'ai pu obtenir une deuxième fois, sans une nouvelle prescription des remèdes dans une pharmacie tout simplement en raison de cette politique de contrôle concernant le commerce de détail. J'ai voulu me renseigner dans un district de Toronto auprès d'un des chefs du magasin à rayons qui servent deux maîtres, qui travaillent dans deux domaines d'activité dans leur tentative d'appliquer ce système de régie. Il m'a renvoyé au président qui n'a pas même daigné me répondre. Le magasin ne livre plus rien si les commandes sont de moins de \$1. Il faut souvent acheter pour \$2 ou \$2.25 d'articles dont on n'a pas besoin pour s'assurer une livraison. Les nombreux messagers qui faisaient la livraison pour la pharmacie ont été remerciés de leurs services. C'est le genre de contrôle et d'inflation qu'on tolère, et l'on parle de régie.

Qu'un comité des voies et moyens analyse le budget, et il constatera que la moitié ou le tiers des fonds qu'il prélève n'accomplira absolument rien pour vaincre Hitler.

Le Canada n'a pu remplir les conditions demandées par le bill de prêt-location, lequel

[M. Church.]

accorde de l'assistance à la Grèce, à l'Australie, à une partie de la France et à plusieurs autres pays. Comment expliquer cela? Après Dunkerque la flotte britannique a protégé deux années durant les côtes de l'Amérique, et nous aurions pu appeler cela du prêt-location pour une large part des affectations. Si nous faisons le calcul de ce que nous dépensons pour assurer la protection des côtes de l'Amérique, en cas d'attaque, le travail de la commission de défense serait en grande partie perdu.

Puis nous avons des ambassades inutiles, des offices de publicité aux Etats-Unis qui ne valent absolument rien. La Grande-Bretagne a battu campagne de publicité pendant près de deux cents ans pour gagner à sa cause les Etats-Unis, et avant Pearl-Harbour elle était l'objet d'une haine invétérée de la part d'une fraction de la population américaine. Sans la destruction de Pearl-Harbour les Etats-Unis seraient encore isolationnistes et pourtant sans la protection de la flotte britannique il y aurait longtemps déjà qu'eux-mêmes ainsi que le Canada auraient dû accepté les conditions des puissances de l'Axe. La population américaine a toute mon admiration, mais je proteste contre toute dépense en publicité chez elle. Cette publicité n'est pas nécessaire. Je proteste contre toute dépense inutile en publicité et en office d'information au Canada et dans la république voisine. Le Gouvernement ne pratique aucune économie raisonnable; au contraire, notre population se sent menacée de tous côtés. Des régisseurs de toutes sortes, qui souvent tiennent un langage insensé et gaspillent les fonds publics lui présentent continuellement de faux arguments.

Nous de l'opposition—je ne parle qu'en mon nom personnel—nous ferions peut-être mieux de donner des conseils pratiques concernant ce budget, qui nous achemine vers le socialisme d'Etat. Nous, les représentants du peuple, nous devrions avertir nos commettants que ce budget ne nous mène pas à la victoire, mais à la destruction des fondements de notre société. Notre population ne s'opposerait aucunement aux impôts les plus lourds, si elle était convaincue qu'ils servent à combattre Hitler. Nous pouvons être sains de cœur, mais nous sommes sûrement faibles d'esprit, si nous nous abstenons de critiquer ce budget qui, en définitive atteindra gravement et pour des années à venir tous les contribuables du Canada: industriels et commerçants, cultivateurs, détaillants, artisans et les autres.

Les taux de l'impôt sur le revenu ne sont pas ce qu'ils devraient être et contiennent de nombreuses inégalités. Le riche sera réduit à l'indigence et le détaillant comme le marchand de gros feront faillite. Quant à nous, les contribuables moyens, nous devons payer les